ARCELOR MITTAL STEEL D'ANNABA

Plusieurs milliards de dinars envolés

Pour la consommation publique, le montant du détournement dont a été victime Arcelor Mittal Steel El-Hadjar a été initialement arrêté à 180 millions de dinars.

Dans les coulisses, il est répété et même souligné que les enquêteurs du groupement de Gendarmerie nationale d'Annaba, ont levé un gros lièvre dans le milieu de la mafia des produits et déchets ferreux. En cause, le caissier (en fuite), deux agents de l'agence bancaire de la BEA du complexe sidérurgique d'El-Hadjar et plusieurs opérateurs économiques spécialistes du commerce des produits sidérurgiques dont deux en fuite sont activement recherchés.

Pour éviter de brouiller les pistes à même de nuire à leurs investigations, les mêmes enquêteurs ont, pour fixer le montant du préjudice, argumenté le contrôle effectué mensuellement par la BEA et par son principal et gros client Arcelor Mittal Steel. Si du côté de la direction générale de cette société, c'est le black-out total sur cette affaire, le milieu des travailleurs est en ébullition. En fait, le préjudice financier serait beaucoup plus important compte tenu de la stratégie appliquée par les auteurs. Il s'agirait de l'équivalent de plusieurs importantes opérations de vente de produits sidérurgiques réalisée quotidiennement. La stratégie consiste à établir des reçus pour des versements fictifs au profit de clients de produits sidérurgiques (bobines, produits longs ou plats…). Partant du principe selon lequel l'appétit vient en mangeant, les «clients» du caissier oublieront volontairement de débourser après avoir écoulé les produits sidérurgiques acquis. Des indiscrétions avancent que ces «oublis» avoisinent les trois milliards de dinars. «C'est une recette pratiquement irréalisable en un mois. Les plus importantes ventes dépassent rarement les deux millions de dinars/jour», a précisé un cadre en poste au complexe d'El-Hadjar ayant requis l'anonymat. Pour les animateurs de la mafia des produits ferreux, il s'agissait d'une belle «affaire» réalisée au quotidien par un caissier pris dans l'engrenage des dinars plein la poche. Elle se transformera en cauchemar à la suite d'une dénonciation anonyme par un des acolytes «mal servi». L'enquête en cours pourrait mettre en lumière d'autres opérations préjudiciables à Arcelor Mittal Steel. Il faut dire que les gendarmes n'ont pas mis longtemps pour découvrir qui se cache derrière ce qu'ils qualifient de véritable réseau de trafic de produits ferreux. Il est même affirmé que cette affaire ne devrait pas s'arrêter au caissier de la BEA. Elle pourrait s'étendre dans les prochains jours aux deux dépôts chargés de la commercialisation à Pont Bouchet et Skikda. Autre révélation de taille, toutes les opérations de dépôts bancaires fictifs auraient été réalisées grâce à des complicités bien introduites dans le circuit commercial de Arcelor Mittal Steel.

La qualité de caissier, plaçait l'auteur principal de ce détournement en position de garantie de paiement de toute transaction commerciale. A-t-il été trop naïf au point de croire que ses partenaires clients auxquels il permettait l'enlèvement sans réellement verser un seul centime allaient régler leur situation par la suite ? La majorité de ces clients d'un genre spécial s'était faite remarquer roulant carrosse et multipliant les opérations de blanchiment d'argent dans l'acquisition de biens immobiliers. A la direction générale d'Arcelor Mittal Steel, l'on n'a pas souhaité faire de commentaire sur ce dossier. L'on s'est par contre longuement attardé sur le vol de câbles en cuivre que l'on affirme être de très loin inférieur à ce que la rumeur locale colporte. «Même étalé dans le temps, ce vol de câbles en cuivre ne peut en aucun cas atteindre le chiffre avancé.

En fait, il s'agit de vols de déchets de câbles. Les auteurs, tous des délinquants, ont été appréhendés par la brigade de gendarmerie et ont été traduits en justice», a précisé un cadre membre du syndicat de la société Arcelor Mittal Steel.

A. Djabali

BOUMERDÈS

Un futur pôle industriel en marche à Ouled Moussa

Echappant quelque peu aux directives centralisantes et souvent contraignantes, des actions de développement économique importantes sont lancées au niveau local. Parfois la jonction pouvoirs publics, élus locaux et investisseurs aboutit à des résultats positifs. Ouled Moussa dans la wilaya de Boumerdès en est l'exemple.

La zone d'activité de 45 hectares de la commune d'Ouled Moussa, située à l'ouest de la wilaya Boumerdès et dans la périphérie de la wilaya d'Alger, connaîtra à moyen terme une extension très importante. Visiblement satisfait des résultats obtenus par le premier magistrat communal Moussaoui Ahmed, en poste depuis 1993 en tant que DEC puis élu trois fois à la tête de cette localité, le nouveau wali de Boumerdès, Brahim Merad, a instruit les directeurs exécutifs des Domaines, de l'agriculture, des travaux publics et de l'hydraulique de lui présenter un rapport sous forme de proposition.

En termes d'implantations industrielles, le premier responsable de la wilaya de l'ex-Rocher noir ne peut qu'être, en effet, satisfait. Il a visité ce lundi, au cours d'une tournée qui l'a mené dans les communes de Larbatache, Khemis-El-Khechna et Hammadi, le complexe minotier dépendant du groupe des Grands Moulins Dahmani (GMD La Belle).

La famille Dahmani a également donné des explications au wali sur l'état d'avancement des travaux concernant le projet d'une raffermie de sucre de 300 000 tonnes/an en construction à côté du complexe semoulier. Par la suite Hamid, l'un des frères Dahmani, a guidé la délégation qui a visité l'unité de torréfaction de café d'une capacité de 25 tonnes/jour. «Sur l'ensemble des projets réalisés ou en cours de réalisation d'une valeur de 4 100 milliards de centimes, le groupe La Belle a investi 2 500 milliards de centimes», explique Moussaoui, qui ajoute que 1 500 emplois ont été créés.

Il y a lieu de signaler que le Groupe La Belle a obtenu le feu vert pour ériger, à l'ouest de la ville, un centre de distribution en gros des produits agroalimentaires. Cette infrastructure de 30 hectares qui accueillera plus de 450 distributeurs en gros, la plus importante d'Afrique, est conçue dans le même style que Rungis de la capitale française.

Avec l'extension attendue de la zone d'activités diverses (ZAD), la commune de Ouled Moussa s'imposera comme un pôle industriel d'importance nationale. La superficie qui sera prélevée des terres agricoles non productives avoisinera les 65 hectares. «Cette extension nous laisse espérer la création de 6 000 emplois permanents», affirme le P/APC.

Questionné par *Le Soir d'Algérie* sur une échéance pour concrétiser ce nouveau projet, M. Merad a déclaré : «Il nous appartient de préparer en fonction des lois du pays les meilleures conditions pour, d'une part, valoriser les terrains agricoles improductifs et, d'autre part, mettre en place les différents réseaux».

A ce propos, le directeur des travaux publics est instruit par son chef pour la prise en charge des aménagements des voies carrossables vers cette zone d'expansion à partir de l'autoroute Est-Ouest et de la rocade Boudouaou-Zéralda qui ne sont l'une et l'autre qu'à quelques centaines de mètres de la zone en question.

Abachi L.

À LA VEILLE DU CONGRÈS DU CNAPEST, DES DÉLÉGUÉS PARLENT

«Nous défendrons le système de gestion horizontal qui protège notre syndicat des opportunistes»

«Nous irons au congrès pour défendre le système horizontal de gestion qui protège notre syndicat des opportunistes. Ce système a démontré, par ailleurs, son efficacité.»

«Cette ligne est l'exigence de la base», nous confient deux délégués de la willaya de Boumerdès, élus par la base pour la représenter au congrès du Cnapest qui s'ouvrira jeudi prochain à l'ITE de Ben Aknoun.

Ces derniers nous ont rendu visite pour nous informer des résultats de leur pré-congrès et l'élection qui a abouti à la désignation des 6 congressistes qui seront renforcés par les membres fondateurs et les membres du conseil national du syndicat. Ce qui donne à la wilaya de Boumerdès un quota de 14 congressistes. Abdessetar Hassen et Chabani Salah estiment que le Cnapest est interpellé pour structurer son action future autour d'un véritable syndicalisme de revendications et de dialogue mais qui prend en considération le tissu réglementaire du pays. «Une politique de formation sur la philosophie du syndicalisme moderne est une nécessité absolue», disent-ils. Au plan des revendications, nos deux délégués pensent que le Cnapest sera attendu sur la régulation des équilibres entre l'exigence des meilleures conditions de travail et la réclamation des droits sociaux de ses adhérents. Lucides, les deux syndicalistes sont conscients que le pouvoir n'est pas près de concéder une gestion transparente de la manne financière provenant des œuvres sociales. «Il faudrait du temps et de la persévérance pour arracher les droits des travailleurs. Il y a des barons qui sont habitués aux privilèges.

Il sera très difficile d'arracher nos droits. Mais nous y parviendrons.» Effectivement, c'est un secret de Polichinelle, les milliards retenus sur les salaires des enseignants servent aux pouvoirs publics pour amadouer des responsables syndicaux.

En contrepartie des privilèges induits par une gestion et distribution opaques, de cette rente, des syndicalistes se mettent au service du pouvoir pour casser l'action des syndicats autonomes. Précisément en matière de privilèges corrupteurs, les deux délégués iront, selon eux, au congrès pour soutenir l'idée de l'éradication et l'interdiction de la politique des détachements. «Pour nous, le syndicaliste doit continuer à travailler pour être proche de la base qu'il représente.

C'est à la loi d'accorder aux délégués le temps nécessaire pour accomplir leurs activités syndicales», diront-ils. Il était temps que de véritables représentants des travailleurs rompent avec le système de caste qui brise toute tentative d'arracher une représentativité légitimée par des luttes pacifiques et qui entrave également l'émancipation d'une société civile crédible.

A. L.

TLEMCEN

Visite-marathon pour Ali Tounsi

C'est la quatrième visite du directeur général de la Sûreté nationale dans la capitale des Zianides en l'espace d'une année. Cette fois, la journée du 7 juillet s'est avérée chargée pour le patron de la police algérienne. En effet, dès son arrivée à l'aéroport Messali-Hadj, M. Ali Tounsi a pris le chemin de Remchi pour présider à la sortie de promotion des agents de l'ordre public au niveau de la 12e unité de Remchi. Tout juste après, la délégation s'est rendue dans la daïra de Fillaoucène pour l'inauguration du nouveau siège de la Sûreté de la daïra ainsi que d'un célibatorium.

Toujours, dans la même matinée, dans la daïra de Maghnia, il y a eu l'inauguration du nouveau siège de la Brigade nationale d'investigation sur l'immigration clandestine (BRIIC) ainsi que la mise en service du nouveau siège régional de la police des frontières (SRPF).

De retour à Tlemcen, le directeur général de la Sûreté nationale précédera à l'inauguration du nouveau siège urbain d'Agadir. Notons que cette visite de M. Ali Tounsi coïncide avec l'ouverture des journées d'information sur la police des frontières à la maison de la culture Abdelkader-Alloula.

Après sa visite officielle à Tlemcen, la délégation conduite par le DGSN se rendra dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès.

Faïza B.

NÉDROMA

Six hectares ravagés par les feux

Les services de la Protection civile de la daïra de Nédroma ont dressé un bilan plutôt alarmant sur les incendies durant la période allant du début du mois de juin à ce jour. Dix incendies ont ravagé 6 ha de terres cultivées.

La cause principale de ce sinistre est la hausse de température inhabituelle. Il faut dire qu'on a constaté un début de canicule précoce depuis l'entrée de l'été.

L'été et les risques d'intoxications alimentaires

«Un été sans intoxication alimentaire», tel est le slogan choisi par la Direction du commerce pour le lancement de sa campagne de sensibilisation sur les risques d'intoxications alimentaires.

Un contrôle rigoureux visera tous les locaux commerciaux de la wilaya durant toute une semaine, et ce pour informer et sensibiliser le citoyen sur le danger des produits périmés, notamment en cette période de chaleur. Notons que la dernière étape de cette campagne aura lieu à Marsat-Ben-M'hidi.

BOUHANEK

Les habitants réclament une station de taxi

Non seulement ils vivent dans l'isolement sur tous les plans, mais vivent un calvaire quotidien. L'absence totale de taxis les oblige à prendre les bus de la ligne Bouhanek.

Ces transporteurs privés font ce qu'ils veulent, n'ayant le moindre respect pour les usagers qui ne savent plus à quel saint se vouer. Tout le monde est au courant de ce qui se passe au niveau de ces bus et même les imams ont dénoncé ces dépassements.

Alors il est à se demander que fait la Direction des transports pendant tout ce temps. Pas plus tard qu'aujourd'hui, un citoyen s'est rendu à notre bureau pour dénoncer une agression physique dans un bus qui lui a valu un arrêt de travail.

Faïza B.